



HAL
open science

Guerre, justice et genre : légitimité en tension

Marina Bousquet

► **To cite this version:**

| Marina Bousquet. Guerre, justice et genre : légitimité en tension. 2024. hal-04563125

HAL Id: hal-04563125

<https://hal.science/hal-04563125>

Submitted on 29 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License



Guerre, justice et genre : légitimité en tension

Marina Bousquet

Doctorante en science politique – CMRP, Institut de Recherche Montesquieu, Université de Bordeaux

Le genre, considéré dans une perspective intersectionnelle, est un prisme particulièrement pertinent pour étudier la justice de la guerre, envisagée autant dans l'appréciation de la légitimité des actions que dans la délimitation des limites en matière d'usage de la force¹. Cette communication s'est proposée d'étudier le lien entre ces deux notions. Pour cela, nous avons commencé par considérer en quoi la notion de « justice » est transverse aux différentes étapes des conflits armés et comment cela se retranscrit dans les approches féministes de la sécurité. Ensuite, nous sommes revenus sur la controverse féministe concernant l'utilisation de la force armée pour mettre fin aux violences faites aux femmes. Par cette communication, nous avons donc pu dresser un panorama de l'imbrication entre le genre et les trois composantes de la justice de la guerre².

Tout d'abord, la notion de justice apparaît transverse à toutes les théories féministes de la sécurité, même si elle n'est pas forcément nommément caractérisée. Développées dans un contexte international de réflexion sur l'intégration du genre aux enjeux de sécurité – que ce soit par les relations internationales ou le droit international – ces approches se sont focalisées sur la prévention des diverses formes d'injustice subies par les femmes en

¹ Monique Canto-Sperber, *L'idée de guerre juste*, Paris, PUF, 2010.

² Ces trois composantes sont : le *jus ad bellum* (droit d'entrer en guerre), le *jus in bello* (droit dans la guerre), et le *jus post bellum* (droit après la guerre), voir Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Chapitre 6. L'éthique de la guerre », in Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (éd.), *Éthique des relations internationales. Problématiques contemporaines*, Paris, PUF, 2013, p. 157-190.

raison de leur genre durant et après les conflits³. Dans la continuité de ces approches, le genre a été intégré à la pratique sécuritaire internationale, principalement par l'adoption du programme Femmes, Paix et sécurité (FPS) de l'ONU, reflétant les apports des théories féministes. Pourtant, la pratique réelle s'est majoritairement concentrée sur deux aspects que sont la participation et la protection des femmes durant et après les conflits⁴. En ce qui concerne la notion de justice, notre étude a ainsi montré que c'est avant tout autour de la fin de l'impunité des auteurs de violences sexuelles que se focalise la justice du programme FPS. Au regard de ces éléments théoriques et pratiques, nous avons donc identifié deux composantes principales liant le genre et la justice de la guerre : (1) la justice sociale, tournée vers moins d'inégalités concernant l'impact des conflits sur les femmes (2) et dans une moindre mesure, la justice au sein de l'arène judiciaire, dont l'accent est placé sur les violences sexuelles.

Par ailleurs, nous avons mis en avant un nœud de tension des féministes concernant la justice de la guerre : la possibilité d'utiliser la force armée pour mettre fin aux violences faites aux femmes. En nous basant sur les études ayant révélé les volontés interventionnistes de certaines féministes⁵, ainsi que sur celles rappelant la prévalence pacifiste des mouvements féministes⁶, nous avons tenté de mettre en avant les dissensus entourant la possibilité d'une « guerre juste »⁷ féministe. Pour cela, nous avons confronté deux visions majoritaires. La première, très critique de l'utilisation de la « cause des femmes » à des fins de légitimation d'interventions militaires, qui considère qu'il s'agit là d'utilisations opportunistes, voire instrumentales, reposant sur des logiques orientalistes et protectionnistes⁸. La seconde, qui considère à l'inverse que certaines violations massives des droits des femmes justifieraient une intervention militaire pour y mettre un terme⁹. Pourtant, à ce jour, aucune intervention n'a encore été déclenchée sur le seul motif féministe, malgré une utilisation répétée de cette rhétorique dans d'autres conflits¹⁰. Si nous avons rappelé la potentialité de ce type d'intervention, qui pourrait être rendue possible par l'intégration du genre à la doctrine de la Responsabilité de Protéger¹¹,

³ Pour un panorama complet de ces approches, voir par exemple : Gentry, Caron E, Laura J Shepherd, et Laura Sjoberg, *The Routledge Handbook of Gender and Security*, Londres, Routledge. 2020.

⁴ J. Laura Shepherd, *Narrating the Women, Peace and Security Agenda. Logics of Global Governance*, Oxford University Press, 2021.

⁵ Voir notamment : Karen Engle, « "Calling in the Troops": The Uneasy Relationship Among Women's Rights, Human Rights, and Humanitarian Intervention », *Harvard Human Rights Journal*, Vol. 20. 2007.

⁶ Voir par exemple : Lucinda J. Peach, « An Alternative to Pacifism? Feminism and Just-War Theory », *Hypatia* 9, n° 2. 1994, p. 152-172.

⁷ Selon Canto-Sperber, la théorie de la guerre juste met en avant deux considérations : « d'une part, en certaines circonstances, les raisons qui conduisent à la guerre peuvent être légitimes, donnant parfois à la guerre une justification morale (*jus ad bellum*, droit de la guerre) ; d'autre part, il existe une juste façon de faire la guerre (*jus in bello*, droit dans la guerre) ». C'est donc ici à la légitimité de l'intervention que nous nous référons. Voir Monique Canto-Sperber, *art. cit.*

⁸ Voir par exemple : Carol A. Stabile et Deepa Kumar, « Unveiling Imperialism: Media, Gender and the War on Afghanistan », *Media, Culture & Society*, 27, n° 5, p. 765-82, September 2005 ; Kevin J. Ayotte et Mary E. Husain, « Securing Afghan Women: Neocolonialism, Epistemic Violence, and the Rhetoric of the Veil », *NWSA Journal*, 17, n° 3, p. 112-33, 2005.

⁹ Voir l'étude de Karen Engle (*art. cit.*) à ce sujet.

¹⁰ Utilisation paradigmatique de cette rhétorique dans le cas de l'intervention en Afghanistan, voir par exemple : Carol A. Stabile et Deepa Kumar, *art. cit.* On peut aussi noter l'origine coloniale de ce type d'usage de la cause des femmes pour légitimer certains conflits, voir : Abir Kréfa et Saba Le Renard, *Genre et féminismes au Moyen-Orient et au Maghreb*, « Contreparties », Paris, Éditions Amsterdam, 2020.

¹¹ Sur l'alignement entre programme FPS et R2P, voir : Sarah Hewitt, « Overcoming the Gender Gap: The Possibilities of Alignment between the Responsibility to Protect and the Women, Peace and Security Agenda », *Global Responsibility to Protect*, 8, n° 1, 2016, p. 3-28.

nous avons cependant nuancé ce constat, au vu de l'évolution du contexte sécuritaire international¹², sans doute moins propice à l'interventionnisme humanitaire.

Ce regard croisé sur le genre et la justice de la guerre nous a donc permis d'établir (1) le difficile consensus autour d'un *jus ad bellum* féministe, (2) l'attention portée par les théories féministes de la sécurité à la préservation de la justice sociale en temps de conflits et de post-conflit et (3) la concentration de la justice internationale sur les enjeux de prosécution contre les violences sexuelles.

Mots-clés : justice de la guerre, études féministes de la sécurité, programme FPS

¹² Élie Tenenbaum, « Vers la fin de vingt ans de guerre contre le terrorisme ? », *Politique étrangère*, n°3. 2021, p. 137-47.

War, justice and gender: legitimacy in tension

Marina Bousquet

Doctoral student in political science – CMRP, Institut de Recherche Montesquieu,
University of Bordeaux

Gender, considered from an intersectional perspective, is a particularly relevant prism for studying the justice of war, seen as much in the assessment of the legitimacy of actions as in the delimitation of limits on the use of force¹. This paper sets out to explore the link between these two concepts. We began by considering how the notion of 'justice' cuts across the various stages of armed conflict and how this is reflected in feminist approaches to security. We then returned to the feminist controversy surrounding the use of armed force to put an end to violence against women. With this paper, we were thus able to draw up an overview of the interweaving of gender and the three components of the justice of war².

First of all, the notion of justice appears to cut across all feminist theories of security, even if it is not necessarily characterised by name. Developed in an international context of reflection on the integration of gender into security issues – whether through international relations or international law – these approaches have focused on preventing the various forms of injustice suffered by women because of their gender during and after conflicts³. In line with these approaches, gender has been integrated into international security practice, mainly through the adoption of the UN Women, Peace and Security (WPS) programme, reflecting the contributions of feminist theories. However, actual practice has mainly focused on two aspects, namely the participation and protection of women during and after conflicts⁴. As far as the concept of justice is concerned, our study has shown that it is above all around ending impunity for perpetrators of sexual violence that the justice of the FPS programme is focused. In the light of these theoretical and practical elements, we have therefore identified two main components linking gender and the justice of war: (1) social justice, aimed at reducing inequalities concerning the impact of conflicts on women (2) and, to a lesser extent, justice within the judicial arena, where the focus is on sexual violence.

In addition, we have highlighted a key tension for feminists concerning the justice of war: the possibility of using armed force to put an end to violence against women. On the basis of studies that have revealed the interventionist intentions of certain feminists⁵, as well as

¹ Monique Canto-Sperber, *L'idée de guerre juste*, Paris, PUF, 2010.

² These three components are: *jus ad bellum* (the right to go to war), *jus in bello* (the right in war), and *jus post bellum* (the right after war), see Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Chapitre 6. L'éthique de la guerre », in Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (éd.), *Éthique des relations internationales. Problématiques contemporaines*, Paris, PUF, 2013, p. 157-190.

³ For a complete overview of these approaches, see for example: Gentry, Caron E, Laura J Shepherd, et Laura Sjoberg, *The Routledge Handbook of Gender and Security*, Londres, Routledge, 2020.

⁴ J. Laura Shepherd, *Narrating the Women, Peace and Security Agenda. Logics of Global Governance*, Oxford University Press, 2021.

⁵ See in particular Karen Engle, « "Calling in the Troops": The Uneasy Relationship Among Women's Rights, Human Rights, and Humanitarian Intervention », *Harvard Human Rights Journal*, Vol. 20, 2007.

those recalling the pacifist prevalence of feminist movements⁶, we have attempted to highlight the dissensus surrounding the possibility of a feminist “just war”⁷. To do this, we have compared two majority views. The first is highly critical of the use of the “women’s cause” to legitimise military intervention, and considers this to be opportunistic or even instrumental, based on orientalist and protectionist logics⁸. The second, on the other hand, considers that certain massive violations of women’s rights justify military intervention to put an end to them⁹. To date, however, no intervention has been launched solely on feminist grounds, despite repeated use of this rhetoric in other conflicts¹⁰. While we have pointed out the potential for this type of intervention, which could be made possible by integrating gender into the Responsibility to Protect¹¹ doctrine, we have qualified this observation in the light of the changing international security context, which is no doubt less conducive to humanitarian interventionism.

This cross-disciplinary look at gender and the justice of war has thus enabled us to establish (1) the difficult consensus around a feminist jus ad bellum, (2) the attention paid by feminist theories of security to the preservation of social justice in times of conflict and post-conflict, and (3) the concentration of international justice on issues of prosecution against sexual violence.

Keywords: justice of war, feminist security studies, FPS programme

⁶ See for example: Lucinda J. Peach, « An Alternative to Pacifism? Feminism and Just-War Theory », *Hypatia* 9, n° 2, 1994, p. 152-172.

⁷ According to Canto-Sperber, the just war theory puts forward two considerations: “on the one hand, in certain circumstances, the reasons that lead to war can be legitimate, sometimes giving war a moral justification (jus ad bellum, the law of war); on the other hand, there is a just way of waging war (jus in bello, the law of war)”. We are therefore referring here to the legitimacy of intervention. See Monique Canto-Sperber, art. cit.

⁸ See for example: Carol A. Stabile et Deepa Kumar, « Unveiling Imperialism: Media, Gender and the War on Afghanistan », *Media, Culture & Society*, 27, n° 5, p. 765-82, September 2005 ; Kevin J. Ayotte et Mary E. Husain, « Securing Afghan Women: Neocolonialism, Epistemic Violence, and the Rhetoric of the Veil », *NWSA Journal*, 17, n° 3, p. 112-33, 2005.

⁹ See the study by Karen Engle (art. cit.).

¹⁰ Paradigmatic use of this rhetoric in the case of the intervention in Afghanistan, see for example: Carol A. Stabile et Deepa Kumar, art. cit. We can also note the colonial origins of this type of use of the women’s cause to legitimise certain conflicts, see: Abir Kréfa et Saba Le Renard, *Genre et féminismes au Moyen-Orient et au Maghreb*, « Contreparties », Paris, Éditions Amsterdam, 2020.

¹¹ On the alignment between FPS and R2P, see: Sarah Hewitt, « Overcoming the Gender Gap: The Possibilities of Alignment between the Responsibility to Protect and the Women, Peace and Security Agenda », *Global Responsibility to Protect*, 8, n° 1, 2016, p. 3-28.